

La crise de l'hôpital de Rennaz trouble l'avenir du CHUV

Santé Face aux soucis de l'Hôpital Riviera-Chablais, la gauche appelle à renoncer à réformer la gouvernance de l'hôpital cantonal.



Image: Patrick Martin

[Par Mathieu Signorell](#) ABO+ Mis à jour à 06h48

L'an dernier, l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) était cité en exemple par la droite pour réformer le CHUV. Le Grand Conseil avait alors accepté à huit voix d'écart de créer un conseil d'administration pour le CHUV, sous l'impulsion du Parti libéral-radical (PLR). Il biffait ainsi son statut de service cantonal pour en faire un «établissement autonome de droit public». Le projet doit être confirmé, probablement l'an prochain. Sauf que depuis la révélation des problèmes financiers de l'HRC la semaine dernière, son statut d'exemple a pris un coup. De quoi réjouir la gauche, battue l'an dernier lors du vote sur la réforme du CHUV.

«Indépendance» à droite

Nul doute que la question agitera le Grand Conseil mardi, pour sa rentrée après deux mois de confinement. Car ce jour-là, le parlement doit valider une augmentation de garantie de 60millions de francs pour l'hôpital de Rennaz.

Pour la droite, il est hors de question de comparer Rennaz et le CHUV. Ainsi la députée Florence Gross, vice-présidente du PLR Vaud, note que Rennaz est un nouvel hôpital, contrairement au CHUV. Pour elle, la crise découle également d'une «affaire de personnes». «Les problèmes ne sont pas forcément dus au système de gouvernance, ajoute-t-elle. L'audit nous montrera où sont les failles. Les Conseils d'État l'ont dit: les informations ont été données au compte-goutte. Certaines gouvernances d'entreprises se passent bien et d'autres non.»

En plus de la direction et du conseil d'administration, Florence Gross pointe du doigt le Conseil d'État. À ses yeux, il a sa part de responsabilité car il nomme quatre des neuf administrateurs et a répété par le passé qu'il suivait la situation de l'HRC.

Florence Bettschart-Narbel, la députée PLR qui a porté le projet de réformer le CHUV, abonde et appelle à attendre le résultat de l'audit. «Quand on voit les dépassements des coûts de construction, le suivi des travaux par le Conseil d'État a peiné. Nous ne voulons pas sortir le CHUV du giron de l'État, mais nous voulons qu'il ne soit plus un service de l'État et qu'un certain nombre de décisions puissent être prises par un organisme indépendant, comme c'est le cas par exemple pour l'Université.»

Ce n'est pas la première fois que le PLR demande des comptes au Conseil d'État à propos de la gestion de l'HRC. L'an dernier, il avait attaqué Pierre-Yves Maillard à propos de la date d'inauguration de l'hôpital.

«Réactivité» à gauche

La gauche voit dans la crise de Rennaz la preuve qu'éloigner un hôpital des autorités politiques ne permet pas de résoudre les crises, voire les augmente. «Cette crise montre le retour de l'État dans son rôle de protection de la santé, un rôle qui demande un contrôle politique étroit, avec le moins d'intermédiaires possibles», estime le député socialiste Jean Tschopp. «On voit, dans une telle situation, qu'il est plus intéressant et plus efficace, en terme de réactivité, d'avoir des contacts chaque semaine entre une cheffe de département et un directeur d'hôpital comme actuellement au CHUV, plutôt qu'un conseil d'administration qui ne peut se réunir que beaucoup moins souvent.»

«Ce qui se passe à Rennaz montre que ce type de gouvernance ne permet pas d'être à l'abri de certaines failles»

La députée Jessica Jaccoud, également présidente du PS vaudois, souligne ce qu'elle considère comme une contradiction dans le discours de la droite, qui demande désormais la création d'une commission d'enquête parlementaire: «Or en voulant réformer le CHUV, la droite se disait prête à abandonner une partie de son pouvoir de surveillance, via les commissions du Grand Conseil, au profit d'un conseil d'administration. Ce qui se passe à Rennaz montre que ce type de gouvernance ne permet pas d'être à l'abri de certaines failles.»

Centristes dubitatifs

Les fronts peuvent donc bouger jusqu'à ce que le Grand Conseil confirme son choix sur l'avenir du CHUV. Deux élus de droite avaient voté contre l'autonomisation l'an dernier et les centristes étaient dubitatifs. «Ma position était qu'on ne pouvait pas exclure qu'il y ait un intérêt de créer un conseil d'administration au CHUV», rappelle Jérôme Christen (Vaud Libre). «Maintenant j'ai forcément encore plus de doutes sur l'intérêt d'un statut d'établissement autonome de droit public.»

Créé: 08.05.2020, 06h48